

RAPPORT DE LA DIRECTION

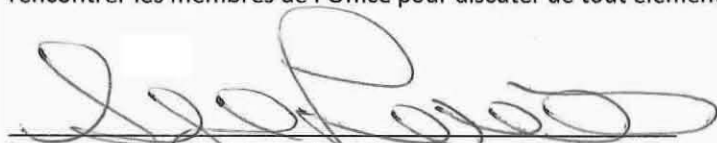
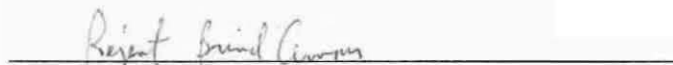
Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et ils approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.


Serge Larivière, Directeur général
Régent Brind'Amour, Directeur des services administratifs

POUR

L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 19 décembre 2011

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, qui comprennent le bilan au 30 juin 2011, les états des résultats, de l'excédent cumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CA auditeur
Michel Samson, CA auditeur

Québec, le 19 décembre 2011

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2011

	<u>2011</u>		<u>2010</u>
PRODUITS			
Contributions du gouvernement du Québec	23 043 037	\$	21 866 680
Intérêts	<u>5 398</u>		<u>2 465</u>
	<u>23 048 435</u>		<u>21 869 145</u>
CHARGES			
Prestations de sécurité du revenu	20 796 537		19 791 680
<i>Frais d'administration</i>			
Traitement et avantages sociaux	1 141 505		1 164 875
Déplacements	113 007		217 054
Loyers	149 809		135 280
Honoraires professionnels	34 282		63 250
Entretien et traitements informatiques	223 784		257 157
Fournitures	107 697		116 524
Téléphone et communications	30 811		29 500
Frais de banque et d'intérêts	1 201		1 914
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>11 075</u>		<u>27 089</u>
	<u>1 813 171</u>		<u>2 012 643</u>
	<u>22 609 708</u>		<u>21 804 323</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>438 727</u>	\$	<u>64 822</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2011

	<u>2011</u>		<u>2010</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	446 453	\$	681 631 \$
Remise au gouvernement du Québec (note 12)	-		(300 000)
Excédent des produits sur les charges de l'exercice	<u>438 727</u>		<u>64 822</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>885 180</u>	\$	<u>446 453</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
BILAN
AU 30 JUIN 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse (note 3)	536 237 \$	510 387 \$
Dépôt à terme (note 4)	700 000	250 000
Créances (note 5)	3 841 254	3 379 325
Frais payés d'avance	<u>1 270</u>	<u>1 541</u>
	5 078 761	4 141 253
Immobilisations corporelles (note 6)	<u>21 436</u>	<u>32 511</u>
	<u>5 100 197</u> \$	<u>4 173 764</u> \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Charges à payer et frais courus (note 7)	4 135 932 \$	3 720 142 \$
Dû au Fonds d'assurance (note 11)	<u>79 085</u>	<u>7 169</u>
	4 215 017	3 727 311
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>885 180</u>	<u>446 453</u>
	<u>5 100 197</u> \$	<u>4 173 764</u> \$
Obligations contractuelles (note 8)		
Fonds d'assurance (note 11)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS


 Gerald Lemoyne


 Willie Iserhoff

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
FLUX DE TRÉSORERIE
30 JUIN 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	438 727 \$	64 822 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>11 075</u>	<u>27 089</u>
	<u>449 802</u>	<u>91 911</u>
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation:		
Créances	(461 929)	(59 673)
Frais payés d'avance	271	17 963
Charges à payer et frais courus	415 790	215 481
Dû au Fonds d'assurance	<u>71 916</u>	<u>225</u>
	26 048	173 996
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	475 850	265 907
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	(24 390)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remise au gouvernement du Québec	<u>-</u>	<u>(300 000)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	475 850	(58 483)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>760 387</u>	<u>818 870</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 13)	<u>1 236 237</u> \$	<u>760 387</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 JUIN 2011

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office), constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (L.R.Q., chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux postes pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Produits

Les contributions du gouvernement du Québec non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les contributions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont effectuées.

Les autres produits sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Prestations de sécurité du revenu

Les prestations sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés au moment où ils sont récupérés étant donné l'incertitude concernant la recouvrabilité de ces derniers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'Office présente, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, soit :

	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	7 ans
Mobilier équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel	5 ans

Dépréciation d'immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 30 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

4. DÉPÔT À TERME

L'Office possède un dépôt à terme portant intérêts à un taux de 0,90 % (2010 : 0,40 %), échéant le 27 juillet 2011.

5. CRÉANCES

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
Subvention à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 745 642	\$	3 257 904	\$
Autres	<u>95 612</u>		<u>121 421</u>	
	<u>3 841 254</u>	\$	<u>3 379 325</u>	\$

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011			2010		
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>Net</u>
Améliorations locatives	18 416	\$ 18 416	\$ -	18 416	\$ 18 416	\$ -
Mobilier et Équipement	20 834	7 710	13 124	20 834	3 543	17 291
Équipement informatique	37 324	29 012	8 312	37 324	22 104	15 220
Logiciel	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>
	<u>981 224</u>	\$ <u>959 788</u>	\$ <u>21 436</u>	<u>981 224</u>	\$ <u>948 713</u>	\$ <u>32 511</u>

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune acquisition, ni disposition, ni réduction de valeur, en lien avec les immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice précédent, les acquisitions de mobilier et équipement et d'équipement informatique ont été respectivement de 12 885 \$ et de 11 505 \$. Il n'y a eu aucune disposition ni réduction de valeur.

7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
Prestations de la sécurité du revenu	4 005 461	\$	3 590 565	\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 872		1 404	
Centre de services partagés du Québec	47 004		47 004	
Fournisseurs	45 387		41 975	
Traitements et avantages sociaux	<u>36 208</u>		<u>39 194</u>	
	<u>4 135 932</u>	\$	<u>3 720 142</u>	\$

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Office est engagé par un contrat de services professionnels avec le Centre de services partagés du Québec pour l'entretien de son système informatique jusqu'en mars 2013.

L'Office est également engagé par deux baux à long terme échéant en mars et avril 2020 pour des locaux administratifs. Ces engagements totalisent 929 265 \$.

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des obligations contractuelles s'établissent comme suit :

2012	291 888	\$
2013	244 884	
2014	103 872	
2015	104 779	
2016	107 501	
2017 et suivants	<u>405 369</u>	
	<u>1 258 293</u>	\$

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2011, le taux de cotisation de l'Office pour le RREGOP a augmenté de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 10,54 % à 11,54 %.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 49 476 \$ (2010 : 49 645 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds. Pour l'année-programme 2010-2011, le taux de contribution du gouvernement et des prestataires est passé de 0,12 % à 1,20 % des jours payés.

Les résultats, l'excédent cumulé et le bilan du Fonds d'assurance pour l'exercice clos le 30 juin 2011 sont les suivants :

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

	<u>2011</u>		<u>2010</u>
PRODUITS			
Contribution du gouvernement du Québec	222 013	\$	20 501
Contribution des prestataires	222 013		20 501
Intérêts	<u>25 552</u>		<u>12 646</u>
	<u>469 578</u>		<u>53 648</u>
CHARGES			
Congés de maladie et désastres	259 008		230 881
Frais de banque	<u>91</u>		<u>90</u>
	<u>259 099</u>		<u>230 971</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE)			
DES PRODUITS SUR LES CHARGES	210 479		(177 323)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>25 406</u>		<u>202 729</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>235 885</u>	\$	<u>25 406</u>

11. FONDS D'ASSURANCE (suite)

BILAN

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	918	\$	180	\$
Placements temporaires	2 421 976		2 122 924	
Compte à recevoir de l'Office	79 085		7 169	
Compte à recevoir du gouvernement du Québec	<u>79 085</u>		<u>7 169</u>	
	<u>2 581 064</u>		<u>2 137 442</u>	
PASSIF				
Congés de maladie à payer	2 345 179	\$	2 112 036	\$
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>235 885</u>		<u>25 406</u>	
	<u>2 581 064</u>	\$	<u>2 137 442</u>	\$

12. REMISE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En juin 2010, les membres de l'Office ont résolu de remettre un montant de 300 000 \$ au gouvernement du Québec à même l'excédent cumulé.

13. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan:

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
Encaisse	536 237	\$	510 387	\$
Dépôt à terme	<u>700 000</u>		<u>250 000</u>	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	<u>1 236 237</u>	\$	<u>760 387</u>	\$

Information supplémentaire

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
Intérêts reçus	5 251	\$	2 507	\$

ANNEXE II

États financiers

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office des professions du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



M^e Jean Paul Dutrisac
Président



M. Jacques Laflamme
Directeur des services
administratifs

Québec, le 27 juin 2012

ÉTATS FINANCIERS

de l'exercice clos le 31 mars 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION 67

RAPPORT DE L'AUDITEUR
INDÉPENDANT 68

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS
ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ 69

ÉTAT DE LA SITUATION
FINANCIÈRE 70

ÉTAT DE LA VARIATION DES
ACTIFS FINANCIERS NETS 71

ÉTAT DES FLUX
DE TRÉSORERIE 72

NOTES
COMPLÉMENTAIRES 73 à 83

Rapport annuel de gestion 2011-2012

67

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office des professions du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques,

l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.


Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office des professions du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec par intérim,

 , CPA auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 27 juin 2012

Office des professions du Québec

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2012

REVENUS		
Contributions des membres des ordres professionnels	8 757 102 \$	8 027 834 \$
Intérêts	88 572	46 431
Honoraires du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	23 199	32 759
	8 868 873	8 107 024
CHARGES		
Frais d'administration		
Traitements et avantages sociaux	4 229 901	3 867 413
Services de transport et de communication	309 976	248 023
Services professionnels et administratifs	865 086	1 008 633
Loyers et entretien	485 114	428 439
Fournitures et matériel	99 954	109 949
Amortissement des immobilisations corporelles	160 911	162 997
Frais financiers	1 952	—
	6 152 894	5 825 454
Autres charges		
Frais de gestion du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	23 199	32 759
Honoraires et remboursements de frais (note 3)	2 220 657	2 388 296
	2 243 856	2 421 055
	8 396 750	8 246 509
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	472 123	(139 485)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 936 859	2 076 344
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	2 408 982 \$	1 936 859 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapport annuel de gestion 2011-2012

69

Office des professions du Québec

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2012

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	7 773 251 \$	681 558 \$
Placements temporaires (note 4)	—	7 227 122
Débiteurs	458 658	377 022
Intérêts courus à recevoir	—	31 756
	8 231 909	8 317 458
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	1 579 805	1 811 672
Provision pour vacances (note 5)	442 625	374 383
Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (note 6)	3 504 721	3 908 712
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	274 376	—
Provision pour congés de maladie (note 5)	772 083	757 148
	6 573 610	6 851 915
ACTIFS FINANCIERS NETS	1 658 299	1 465 543
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	729 562	451 974
Frais payés d'avance	21 121	19 342
	750 683	471 316
EXCÉDENT CUMULÉ	2 408 982 \$	1 936 859 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'Office des professions du Québec


M^e Jean Paul Dutrisac
Président

M. Jacques Laflamme
Directeur des services administratifs

Office des professions du Québec

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	472 123 \$	(139 485) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(438 499)	(391 262)
Amortissement des immobilisations corporelles	160 911	162 997
	(277 588)	(228 265)
Acquisition de frais payés d'avance	(21 121)	(19 342)
Utilisation de frais payés d'avance	19 342	—
	(1 779)	(19 342)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	192 756	(387 092)
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT	1 465 543	1 852 635
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN	1 658 299 \$	1 465 543 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office des professions du Québec

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) annuel	472 123 \$	(139 485) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	160 911	162 997
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(81 636)	146 336
Intérêts courus à recevoir	31 756	3 442
Frais payés d'avance	(1 779)	(19 342)
Charges à payer et frais courus	(231 867)	178 206
Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	(403 991)	(406 909)
Provisions pour vacances	68 242	79 537
Provisions pour congés de maladie	14 935	159 894
	(604 340)	141 164
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	28 694	164 676
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(150 132)	(391 262)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(150 132)	(391 262)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées	(13 991)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 991)	—
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(135 429)	(226 586)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	7 908 680	8 135 266
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	7 773 251 \$	7 908 680 \$
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Encaisse	7 773 251	681 558
Placements temporaires	—	7 227 122
	7 773 251 \$	7 908 680 \$

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 952 \$. L'usage d'un montant de 3 504 721 \$ (3 908 712 \$ en 2011) est restreint au versement de subventions du Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office des professions du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2012

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Office des professions du Québec est un organisme constitué en vertu du *Code des professions* (L.R.Q., chapitre C-26) et a pour fonction de veiller à ce que chacun des ordres professionnels assure la protection du public.

L'Office relève du ministre responsable de l'application des lois professionnelles que le gouvernement désigne. Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office. Le *Code des professions* prévoit dans le calcul de cette contribution une majoration ou une diminution pour tenir compte des déficits ou excédents des exercices financiers antérieurs. Si l'Office prévoit un surplus ou un déficit pour une année financière, il peut également être pris en compte en tout ou en partie.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de l'Office des professions du Québec sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*, et pour la première année, l'Office applique le modèle de présentation recommandé par ce manuel. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables sont cohérentes avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et l'application des fondements conceptuels des états financiers pour le secteur public.

La préparation des états financiers de l'Office, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les provisions pour congés de maladie et vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant des contributions des membres des ordres professionnels et des honoraires de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes, s'il y a lieu, sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- le service a été rendu;
- le montant est déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention des fonds au cours de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Office consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Obligations découlant des contrats de location-acquisition

Les contrats de location auxquels l'Office est partie à titre de preneur, et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et selon les durées de vie suivantes :

NOMBRE D'ANNÉES	
Équipement informatique	3
Équipement téléphonique	5
Mobilier	5
Aménagement des locaux	5
Frais de développement de systèmes informatiques	5
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

3. HONORAIRES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS

En vertu du *Code des professions*, l'Office a la responsabilité d'assumer les charges suivantes : les honoraires et indemnités des présidents de conseils de discipline des ordres professionnels, ainsi que les allocations de présence et le remboursement des frais raisonnables engagés par les administrateurs nommés par l'Office aux conseils d'administration des ordres professionnels pour représenter le public. Les honoraires et indemnités sont fixés par le gouvernement.

La charge se détaille comme suit :

	2012	2011
Administrateurs nommés	474 717 \$	403 587 \$
Présidents de conseils de discipline des ordres professionnels	1 745 940	1 984 709
	<u>2 220 657 \$</u>	<u>2 388 296 \$</u>

Les charges à payer et frais courus incluent des honoraires et remboursements de frais pour les travaux réalisés par les présidents de conseils de discipline non encore facturés au 31 mars 2012 et totalisant 1 171 626 \$ (2011 : 1 190 480 \$).

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2012		2011	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
Certificat de placement 0,85 % échu le 8 avril 2011	— \$	— \$	900 000 \$	900 461 \$
Certificat de placement 1,00 % échu le 13 avril 2011	—	—	3 327 122	3 328 672
Certificat de placement 1,10 % échu le 6 mai 2011			3 000 000	3 029 745
	<u>— \$</u>	<u>— \$</u>	<u>7 227 122 \$</u>	<u>7 258 878 \$</u>

5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2012, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 8,69 % de la masse salariale cotisable à 8,94 %, et celui du RRPE et du RRAS, de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de l'Office imputées aux opérations courantes s'élèvent à 241 163 \$ (2011 : 203 573 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	MALADIE		VACANCES	
	2012	2011	2012	2011
Solde au début	757 148 \$	597 254 \$	374 383 \$	294 846 \$
Charge de l'exercice	200 629	311 246	374 874	390 735
Prestations versées au cours de l'exercice	(185 694)	(151 352)	(306 632)	(311 198)
Solde à la fin	772 083 \$	757 148 \$	442 625 \$	374 383 \$

Les employés de l'Office peuvent accumuler des journées de congés de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement, et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également choisir d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars :

	RREGOP		RRPE, RRAS	
	2012	2011	2012	2011
Taux d'indexation	3,25%	3,25%	2,50%	2,50%
Taux d'actualisation	3,67%	4,66%	2,29%	3,31%
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	13 ans	14 ans	5 ans	6 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Office estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

6. FONDS D'APPUI À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO), créé en vertu du décret 241-2008 du 19 mars 2008, est destiné à soutenir des projets des ordres et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors construction, pour faciliter et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'extérieur du Québec et qui se portent candidates à l'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé au Québec. L'Office gère le Fonds jusqu'au 31 mars 2017. Le financement initial du Fonds provient d'une subvention de 5 millions de dollars versée par le gouvernement du Québec. Les intérêts générés par le Fonds sont réinvestis dans le Fonds et des frais de gestion ne dépassant pas 8 % du montant initial du Fonds sont payés à l'Office.

Évolution du Fonds

Solde du Fonds au début	3 908 712 \$	4 315 621 \$
Plus :		
Intérêts générés par le Fonds	42 527	34 164
Moins :		
Subventions accordées	(423 319)	(408 314)
Frais de gestion engagés par l'Office	(23 199)	(32 759)
Solde du Fonds à la fin	3 504 721 \$	3 908 712 \$

7. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 288 367,35 \$, au taux d'intérêt de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 5 314,32 \$ et échéant en décembre 2016.	274 376 \$	— \$
Les paiements minimums exigibles se détaillent comme suit :		
2013	63 772 \$	
2014	63 772	
2015	63 772	
2016	63 772	
2017	47 829	
	302 917	
Moins : montants représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	(28 541)	
	274 376 \$	

8. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à l'Office des professions du Québec, à même le Fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital ne pourra excéder 2 millions de dollars. Ces avances porteront intérêt au taux préférentiel et elles viendront à échéance au plus tard le 31 mars 2013. Au 31 mars 2012, aucune avance n'avait été contractée.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Équipement informatique	Équipement téléphonique	Mobilier	Aménagement des locaux	Développement informatique	2012
Coût						
Solde au début	289 794 \$	68 109 \$	211 875 \$	374 550 \$	611 347 \$	1 555 675 \$
Acquisitions	74 725	12 285	51 621	299 868	—	438 499
Radiations	(50 880)	—	—	—	—	(50 880)
Solde à la fin	313 639	80 394	263 496	674 418	611 347	1 943 294
Amortissement cumulé						
Solde au début	222 686 \$	41 602 \$	156 888 \$	161 754 \$	520 771 \$	1 103 701 \$
Amortissement	36 469	10 275	21 736	69 993	22 438	160 911
Radiations	(50 880)	—	—	—	—	(50 880)
Solde à la fin	208 275	51 877	178 624	231 747	543 209	1 213 732
Valeur comptable nette	105 364 \$	28 517 \$	84 872 \$	442 671 \$	68 138 \$	729 562 \$

Au 31 mars 2012, l'aménagement des locaux comprenait des immobilisations louées en vertu d'un contrat de location-acquisition au coût de 288 367 \$, un amortissement cumulé de 14 418 \$ et une valeur nette de 273 949 \$. La dépense d'amortissement de l'exercice est de 14 418 \$.

	Équipement informatique	Équipement téléphonique	Mobilier	Aménagement des locaux	Développement informatique	2011
Coût						
Solde au début	227 024 \$	55 622 \$	192 213 \$	153 316 \$	548 238 \$	1 176 413 \$
Acquisitions	62 770	12 487	19 662	221 234	75 109	391 262
Radiations	—	—	—	—	(12 000)	(12 000)
Solde à la fin	289 794	68 109	211 875	374 550	611 347	1 555 675
Amortissement cumulé						
Solde au début	180 115 \$	35 411 \$	141 471 \$	125 059 \$	470 648 \$	952 704 \$
Amortissement	42 571	6 191	15 417	36 695	62 123	162 997
Radiations	—	—	—	—	(12 000)	(12 000)
Solde à la fin	222 686	41 602	156 888	161 754	520 771	1 103 701
Valeur comptable nette	67 108 \$	26 507 \$	54 987 \$	212 796 \$	90 576 \$	451 974 \$

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations avec le Fonds consolidé du revenu déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon
Président-directeur général

Montréal, le 5 novembre 2012



Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 5 novembre 2012

Office Québec-Amériques pour la jeunesse
ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ
 De l'exercice clos le 31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
REVENUS		
Contributions		
Ministère des Relations internationales	1 965 900	\$ 1 981 800
Office Québec-Monde pour la jeunesse	1 070 857	1 559 108
Intérêts	18 061	20 882
Autres revenus (note 3)	11 200	34 700
	<u>3 066 018</u>	<u>3 596 490</u>
CHARGES (note 4)		
Programmes et développement	2 249 152	2 135 724
Communications	69 786	55 938
Traitements et avantages sociaux	922 943	887 002
Fonctionnement	167 412	166 577
	<u>3 409 293</u>	<u>3 245 241</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	<u>(343 275)</u>	<u>351 249</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>1 088 847</u>	<u>737 598</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>745 572</u>	<u>\$ 1 088 847</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 Au 31 mars 2012

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	89 144 \$	201 840 \$
Placements (note 5)	500 000	1 100 000
Débiteurs (note 6)	766 944	241 710
Intérêts courus à recevoir	12 590	9 555
	<u>1 368 678</u>	<u>1 553 105</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	633 258	451 298
Contributions reportées (note 10)	1 200	18 200
	<u>634 458</u>	<u>469 498</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>734 220</u>	<u>1 083 607</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 11)	11 352	5 240
	<u>11 352</u>	<u>5 240</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>745 572 \$</u>	<u>1 088 847 \$</u>

Obligations contractuelles (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Alfred Pilon
 Président-directeur général

Catherine Gosselin
 Présidente du conseil d'administration

Office Québec-Amériques pour la jeunesse
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
 De l'exercice clos le 31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	<u>(343 275)</u>	<u>\$ 351 249 \$</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles	(10 103)	(5 337)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>3 991</u>	<u>6 732</u>
	<u>(6 112)</u>	<u>1 395</u>
(Diminution) Augmentation des actifs financiers nets	(349 387)	352 644
Actifs financiers nets au début	<u>1 083 607</u>	<u>730 963</u>
Actifs financiers nets à la fin	<u>734 220</u>	<u>\$ 1 083 607 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
 De l'exercice clos le 31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent annuel	<u>(343 275)</u>	<u>\$ 351 249</u>
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>3 991</u>	<u>6 732</u>
	<u>(339 284)</u>	<u>357 981</u>
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	<u>(525 234)</u>	<u>139 017</u>
Intérêts courus à recevoir	<u>(3 035)</u>	<u>(9 555)</u>
Créditeurs et charges à payer	<u>181 960</u>	<u>66 662</u>
Contributions reportées	<u>(17 000)</u>	<u>18 200</u>
	<u>(363 309)</u>	<u>214 324</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(702 593)</u>	<u>572 305</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	<u>(10 103)</u>	<u>(5 337)</u>
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<u>(712 696)</u>	<u>566 968</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>1 301 840</u>	<u>734 872</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>589 144</u>	<u>\$ 1 301 840</u>
LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :		
Encaisse	<u>89 144</u>	<u>201 840</u>
Placements	<u>500 000</u>	<u>1 100 000</u>
	<u>589 144</u>	<u>1 301 840</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse
NOTES COMPLÉMENTAIRES
 31 mars 2012

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse a été constitué en vertu de la Loi sur l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, (L.R.Q., chapitre O-5.1). Elle a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le (L.R.Q. 1985, 5e suppl.), l'Office n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de l'institut Canadien de Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public* et pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les contributions sont comptabilisées dans les revenus de l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui leur donnent lieu et où une estimation raisonnable des montants en cause est possible.

CHARGES DE PROGRAMMES

Les charges de programmes sont constatées lorsqu'elles sont autorisées pour l'exercice et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Office consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements

Les placements sont comptabilisés au moindre de la valeur comptable et de la valeur de marché.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De part leur nature, les actifs non financiers de l'Office sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties linéairement en fonction de leur durée de vie utile.

Catégorie	Durée
Matériel et équipement	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	10 ans

Réduction de valeurs sur immobilisations corporelles

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'entité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles doivent être passées en charges dans les résultats.

3. AUTRES REVENUS

	2012	2011
Don de la fondation LOJIQ ¹	- \$	29 000 \$
Autres	11 200	5 700
	<u>11 200 \$</u>	<u>34 700 \$</u>

LOJIQ ¹ : Les Offices jeunesse internationaux du Québec

4. CHARGES

	2012	2011
Programmes et développement		
Projets réguliers	1 333 265 \$	1 084 060 \$
Allocations de participation et accompagnements Emploi-Québec	432 222	402 219
Projets spéciaux	421 695	580 861
Activités de développement LOJIQ	18 448	18 171
Mission à l'étranger	10 531	28 523
Frais de déplacement au Québec	31 850	19 363
Autres frais	1 141	2 527
	<u>2 249 152</u>	<u>2 135 724</u>
Communications:		
Frais de communication LOJIQ	69 786	32 251
Production du matériel de communication	-	21 503
Publicité	-	739
Abonnements et publications	-	1 445
	<u>69 786</u>	<u>55 938</u>
Traitements et avantages sociaux :		
Traitements et avantages sociaux LOJIQ	410 038	352 740
Traitements et avantages sociaux OQAJ	512 905	534 262
	<u>922 943</u>	<u>887 002</u>
Fonctionnement :		
Loyer LOJIQ	103 815	99 467
Frais de fonctionnement LOJIQ	20 558	4 101
Frais de fonctionnement Office Québec-Amériques pour la jeunesse	14 192	28 424
Télécommunications	14 431	16 667
Poste et messagerie	2 132	2 573
Assurances	7 871	7 658
Frais des conseils d'administration	422	955
Amortissement des immobilisations corporelles	3 991	6 732
	<u>167 412</u>	<u>166 577</u>
	<u>3 409 293 \$</u>	<u>3 245 241 \$</u>

5. PLACEMENTS

	2012	2011
Placement (1,28%, mai 2012, rachetable)	500 000 \$	- \$
Placement (1,46%, septembre 2011, rachetable)	-	1 100 000
	500 000 \$	1 100 000 \$

6. DÉBITEURS

	2012	2011
Office Québec-Monde pour la jeunesse	765 270 \$	234 994 \$
Office franco-québécois pour la jeunesse	-	144
Autres	1 674	6 572
	766 944 \$	241 710 \$

7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2012	2011
Fournisseurs	78 786 \$	64 148 \$
Office Québec-Monde pour la jeunesse	479 514	133 284
Office franco-québécois pour la jeunesse	-	2 003
Traitements et avantage sociaux	74 958	251 863
	633 258 \$	451 298 \$

8. EMPRUNT

Au 31 mars 2012, l'Office détient une marge de crédit auprès de la Caisse de 200 000 \$ renouvelable annuellement le 30 novembre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75%. Cette marge est inutilisée au 31 mars 2012.

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2012, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 8,69 % à 8,94% de la masse salariale et celui du RRPE est passé de 11,54% à 12,30 %.

Les cotisations imputées aux opérations courantes s'élèvent à 43 095 \$ (2011 : 51 004 \$). Les obligations

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**Provision pour congés de maladie**

L'Office rembourse aux employés les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon son règlement de nomination ainsi que les normes et barèmes de rémunération. La charge de l'exercice s'élève à 17 534 \$ (2011: 19 848\$).

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

10. CONTRIBUTION REPORTÉE

Les sommes reçues avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées sont présentées à titre de contributions reportées jusqu'à ce qu'elles soient utilisées aux fins prescrites.

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	18 200 \$	- \$
Contributions de l'exercice courant	1 200	18 200
Virement de l'exercice	(18 200)	-
Solde à la fin de l'exercice	1 200 \$	18 200 \$

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Matériel et équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	2012
Coût				
Solde au début	78 709 \$	94 670 \$	118 081 \$	291 460 \$
Acquisitions	-	10 103	-	10 103
Dispositions	(5 729)	(1 632)	-	(7 361)
Solde à la fin	72 980	103 141	118 081	294 202
Amortissement cumulé				
Solde au début	78 709	89 430	118 081	286 220
Amortissement	-	3 991	-	3 991
Dispositions	(5 729)	(1 632)	-	(7 361)
Solde à la fin	72 980	91 789	118 081	282 850
Valeur comptable nette	- \$	11 352 \$	- \$	11 352 \$

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	Matériel et équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	2011
Coût				
Solde au début	78 752 \$	90 132 \$	118 081 \$	286 965 \$
Acquisitions	-	5 337	-	5 337
Dispositions	(43)	(799)	-	(842)
Solde à la fin	78 709	94 670	118 081	291 460
Amortissement cumulé				
Solde au début	78 752	86 678	114 900	280 330
Amortissement	-	3 551	3 181	6 732
Dispositions	(43)	(799)	-	(842)
Réductions de valeur	-	-	-	-
Solde à la fin	78 709	89 430	118 081	286 220
Valeur comptable nette	- \$	5 240 \$	- \$	5 240 \$

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**Contributions à verser**

Au 31 mars 2012, l'Office a accepté de verser des contributions de 454 350\$ pour des projets réguliers qui se réaliseront au cours de l'exercice 2013.

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Tel que prévu à l'article 5 de la loi de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, l'Office Québec-Monde pour la jeunesse en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques. La constatation des contributions des offices est effectuée selon le calcul de la répartition des dépenses communes aux Offices qui est basé sur une estimation des dépenses réellement consacrées pour chacun des offices.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulgués dans les états financiers, l'entité est apparentée avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.


Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon
Président-directeur général

Montréal, le 5 novembre 2012



Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 5 novembre 2012

Office Québec-Monde pour la jeunesse
État des résultats et excédent cumulé
De l'exercice clos le 31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
REVENUS		
Subvention du ministère des Relations internationales	1 500 000 \$	1 500 000 \$
Subvention du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 106 981	966 501
Subvention du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1 498 944	2 140 384
Subvention du ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation	30 000	-
Subvention du Secrétariat à la Jeunesse	740 000	740 000
Contributions des Offices (note 3)	1 440 615	1 175 701
Intérêts sur dépôts bancaires	7 000	16 150
Autres revenus	13 000	60 500
	<u>6 336 540</u>	<u>6 599 236</u>
CHARGES (note 4)		
Subventions distribuées aux Offices pour les programmes	2 606 869	3 179 919
Programmes et développement	1 244 280	822 849
Communications	223 389	165 790
Traitements et avantages sociaux	1 432 909	1 143 432
Fonds de démarrage	128 228	227 518
Fonctionnement	416 326	345 505
	<u>6 052 001</u>	<u>5 885 013</u>
EXCÉDENT ANNUEL	284 539	714 223
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	714 223	-
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>998 762 \$</u>	<u>714 223 \$</u>

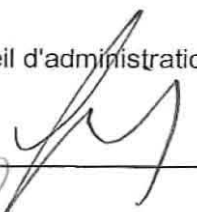
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Office Québec-Monde pour la jeunesse
État de la situation financière
Au 31 mars 2012

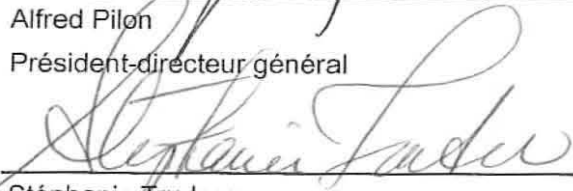
	<u>2012</u>	<u>2011</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	685 095 \$	25 832 \$
Dépôt à terme rachetable (note 5)	1 000 000	600 000
Créances (note 6)	1 312 186	584 661
	<u>2 997 281</u>	<u>1 210 493</u>
PASSIF		
Charges à payer et frais courus (note 7)	2 038 387	526 422
	<u>2 038 387</u>	<u>526 422</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>958 894</u>	<u>684 071</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	22 083	5 246
Frais payés d'avance	17 785	24 906
	<u>39 868</u>	<u>30 152</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>998 762 \$</u>	<u>714 223 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Pour le conseil d'administration:


 Alfred Pilon

Président-directeur général


 Stéphanie Trudeau

Présidente du conseil d'administration

Office Québec-Monde pour la jeunesse
 État de la variation des actifs financiers nets
 De l'exercice clos le 31 mars 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
EXCÉDENT ANNUEL	<u>284 539 \$</u>	<u>714 223 \$</u>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(22 482)	(5 960)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 645	714
	<u>(16 837)</u>	<u>(5 246)</u>
Acquisitions de frais payés d'avance	(17 785)	(24 906)
Utilisations de frais payés d'avance	24 906	-
	<u>7 121</u>	<u>(24 906)</u>
Augmentation des actifs financiers nets	274 823	684 071
Actifs financiers nets au début	684 071	-
Actifs financiers nets à la fin	<u>958 894 \$</u>	<u>684 071 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	284 539 \$	714 223 \$
Élément sans incidence en trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 645	714
	<u>290 184</u>	<u>714 937</u>
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement		
Frais payés d'avance	7 121	(24 906)
Créances	(727 525)	155 339
Charges à payer et frais courus	1 511 965	(213 578)
	<u>791 561</u>	<u>(83 145)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u><u>1 081 745</u></u>	<u><u>631 792</u></u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisation	<u>(22 482)</u>	<u>(5 960)</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents	1 059 263	625 832
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	625 832	-
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	<u><u>1 685 095 \$</u></u>	<u><u>625 832 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Office Québec-Monde pour la jeunesse
Notes complémentaires
31 mars 2012

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'Office est constitué en vertu de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, (L.R.Q., chapitre O-5.2), qui est entrée en vigueur le 28 mai 2009. L'Office a pour mission de développer les relations entre les Jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse ou par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces Jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération. L'Office fait partie des Offices jeunesse internationaux du Québec (OJIO).

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut Canadien de Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public* et pour la première année, il applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des dépenses communes entre les différents offices. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Charges de programmes

Les charges de programmes (projets réguliers et spéciaux) sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Office consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux suivant :

Matériel informatique	33,33%
Équipement et ameublement	20%

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Notes complémentaires

31 mars 2012

3. CONTRIBUTIONS DES OFFICES

Tel que prévu à l'article 5 de sa Loi, l'Office, en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques.

Méthode de répartition des frais communs

La part des frais communs d'un Office doit refléter le volume d'activités qu'il génère et, par le fait même, la valeur des ressources qu'il mobilise. Ce volume d'activités est déterminé par trois variables : le total des dépenses (contributions) de programmes et de développement, le volume de participants et le nombre impliqué de salariés.

L'Office a refacturé les charges suivantes en 2012

	Office franco- québécois pour la jeunesse	Office Québec/ Wallonie- Bruxelles pour la jeunesse	Office Québec- Amériques pour la jeunesse	Total
Activités de développement	18 189 \$	6 047 \$	18 448 \$	42 684 \$
Frais de communications	68 804	22 875	69 786	161 465
Ressources humaines	404 261	134 404	410 038	948 703
Loyer	102 353	34 029	103 815	240 197
Frais de fonctionnement	20 269	6 739	20 558	47 566
	<u>613 876 \$</u>	<u>204 094 \$</u>	<u>622 645 \$</u>	<u>1 440 615 \$</u>

Pourcentage de répartition retenu en 2011-2012

Office Québec-Monde pour la jeunesse	Office franco- québécois pour la jeunesse	Office Québec/Wallonie- Bruxelles pour la jeunesse	Office Québec- Amériques pour la jeunesse
27,72%	30,80%	10,24%	31,24%

L'Office a refacturé les charges suivantes en 2011

	Office franco- québécois pour la jeunesse	Office Québec/ Wallonie- Bruxelles pour la jeunesse	Office Québec- Amériques pour la jeunesse	Total
Activités de développement	18 955 \$	5 047 \$	18 172 \$	42 174 \$
Frais de communications	33 642	8 958	32 251	74 851
Ressources humaines	367 789	97 934	352 583	818 306
Loyer	103 757	27 628	99 467	230 852
Frais de fonctionnement	4 278	1 139	4 101	9 518
	<u>528 421 \$</u>	<u>140 706 \$</u>	<u>506 574 \$</u>	<u>1 175 701 \$</u>

Pourcentage de répartition retenu en 2010-2011

Office Québec-Monde pour la jeunesse	Office franco- québécois pour la jeunesse	Office Québec/Wallonie- Bruxelles pour la jeunesse	Office Québec- Amériques pour la jeunesse
27,89%	32,41%	8,63%	31,07%

Office Québec-Monde pour la jeunesse
Notes complémentaires
31 mars 2012

4. CHARGES

	2012	2011
Subventions distribuées aux Offices pour les programmes		
Office franco-québécois pour la jeunesse	1 148 444 \$	1 182 500 \$
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1 070 857	1 536 809
Office Québec-Wallonie Bruxelles pour la jeunesse	387 568	460 510
	<u>2 606 869</u>	<u>3 179 819</u>
Programmes et développement		
Projets réguliers	892 696	601 860
Projets spéciaux	251 645	113 704
Mission à l'étranger	40 257	48 724
Activités de développement	629	76
Activités de développement LOJQ	59 053	58 485
	<u>1 244 280</u>	<u>822 849</u>
Communications:		
Production du matériel de communication		27 440
Activités de communications		33 287
Frais de communications LOJQ	223 389	103 801
Abonnements et publications		1 262
	<u>223 389</u>	<u>165 790</u>
Traitements et avantages sociaux:		
Traitements et avantages sociaux	120 244	
Traitements et avantages sociaux LOJQ	1 312 540	1 134 802
Formation	125	8 630
	<u>1 432 909</u>	<u>1 143 432</u>
Fonds de démarrage:		
Frais d'analyse, d'étude, avis juridique, mémoires	17 199	118 320
Développement informatique	111 029	109 198
	<u>128 228</u>	<u>227 518</u>
Fonctionnement:		
Loyer LOJQ	332 314	320 138
Frais de fonctionnement LOJQ	60 162	13 200
Frais de fonctionnement autres	13 013	5 477
Assurances	4 445	4 319
Frais des conseils d'administration	747	1 657
Amortissement des immobilisations corporelles	5 645	714
	<u>416 326</u>	<u>345 505</u>
	<u>6 052 001 \$</u>	<u>5 885 013 \$</u>

Office Québec-Monde pour la jeunesse
Notes complémentaires
31 mars 2012

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.

	2012	2011
Encaisse	685 095 \$	25 832 \$
Dépôt à terme rachetable, portant intérêt au taux de 1,15%, échéant en mars 2013	1 000 000	600 000
	<u>1 685 095 \$</u>	<u>625 832 \$</u>

6. CRÉANCES

	2012	2011
Emploi-Québec	211 867 \$	140 034 \$
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		66 676
Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation	30 000	-
Office franco-québécois pour la jeunesse	452 621	161 084
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	479 514	133 284
Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	137 858	28 817
Secrétariat à la Jeunesse	-	-
Autres	526	64 766
	<u>1 312 186 \$</u>	<u>584 661 \$</u>

7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2012	2011
Fournisseurs	67 195 \$	59 806 \$
Office franco-québécois pour la jeunesse	729 520	54 227
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	765 270	234 994
Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	244 401	114 543
Société Immobilière du Québec	-	27 325
Traitement, avantages sociaux et indemnités de départ à payer	232 001	35 527
	<u>2 038 387 \$</u>	<u>526 422 \$</u>

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2012		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Aménagement et équipement	611 \$	122 \$	489 \$
Matériel informatique	27 831	6 237	21 594
	<u>28 442 \$</u>	<u>6 359 \$</u>	<u>22 083 \$</u>
	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Matériel informatique	5 960 \$	714 \$	5 246 \$

Au cours de l'exercice, les acquisitions de l'aménagement et de l'équipement ont été de 611 \$ (2011 : 0 \$) et l'amortissement a été de 122 \$ (2011 : 0 \$).

Au cours de l'exercice, les acquisitions de matériel informatique ont été de 21 871 \$ (2011 : 5 960 \$) et l'amortissement a été de 5 523 \$ (2011 : 714 \$).

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Notes complémentaires

31 mars 2012

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2012, le taux de cotisation de l'Office pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et ceux du RRPE et du RRAS de 11,64 % à 12,30 %.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élevaient à 28 590 \$ (2011 : 12 073 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Congés de maladie

L'Office rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon son règlement sur les conditions de nomination ainsi que les normes et barèmes de rémunération. La charge de l'exercice s'élevait à 13 421 \$ (2011 : 2 872 \$).

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

10. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contributions à verser

Au 31 mars 2012, l'Office a accepté de verser des contributions de 334 440 \$ pour des projets qui se réaliseront au cours de l'exercice 2012-2013.

Contrats de location

L'Office est engagé par des baux à court et à long terme avec la Société Immobilière du Québec, échéant en septembre 2012 pour des locaux administratifs à Québec et en février 2019 pour des locaux administratifs à Montréal.

Les paiements s'établissent comme suit :

	Québec	Montréal
2013	36 390	261 719
2014	-	261 719
2015	-	261 719
2016	-	261 719
2017	-	261 719
Exercices subséquents	-	523 438
	<u>36 390 \$</u>	<u>1 832 033 \$</u>

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

